

## Article 2 terdecies C

Modifié par Décret n°2009-389 du 7 avril 2009 - art. 3

Pour l'application du I du 1° du I de l'article 31 du code général des impôts, les plafonds de loyer et de ressources du locataire sont les suivants :

a. Pour les baux conclus en 2009, les plafonds de loyer mensuel, charges non comprises, sont fixés aux quatre cinquièmes, arrondis au centime d'euro supérieur, de ceux mentionnés au premier alinéa de l'article 2 terdecies B.

Pour l'application du présent article, les zones A, B1, B2 et C sont définies par arrêté des ministres chargés du budget et du logement. La surface à prendre en compte pour l'appréciation du plafond de loyer est la même que celle prévue pour l'application de l'article 2 duodecies ;

b. Les ressources du locataire s'entendent du revenu fiscal de référence au sens du 1° du IV de l'article 1417 du code général des impôts, figurant sur l'avis d'impôt sur le revenu établi au titre de l'avant-dernière année précédant celle de la signature du contrat de location.

Pour les baux conclus en 2009, les plafonds annuels de ressources sont les suivants :

COMPOSITION DU FOYER LOCATAIRE	LIEU DE LOCATION			
	Zone A (en €)	Zone B1 (en €)	Zone B2 (en €)	Zone C (en €)
Personne seule	43 753	32 499	29 791	29 590
Couple	65 389	47 725	43 749	39 771
Personne seule ou couple ayant une personne à charge	78 602	57 135	52 374	47 612
Personne seule ou couple ayant deux personnes à charge	94 153	69 146	63 384	57 622
Personne seule ou couple ayant trois personnes à charge	111 459	81 156	74 394	67 630
Personne seule ou couple ayant quatre personnes à charge	125 421	91 544	83 916	76 287
Majoration par personne à charge supplémentaire à partir de la cinquième	+ 13 979	+ 10 398	+ 9 531	+ 8 664



Ces plafonds sont révisés chaque année, au 1er janvier, selon les mêmes modalités que les plafonds de ressources prévus à l'article 2 duodecies.

Les personnes à charge pour l'application des présentes dispositions s'entendent des personnes mentionnées aux articles [196 à 196 B](#) du code général des impôts.

NOTA:

Modifications effectuées en conséquence de l'article 1er G du décret n° 2006-1005 du 10 août 2006.